



Montreuil, le 6 juillet 2023

La rentrée se devra d'être sociale et combative, Préparons là !

La période estivale et la nécessité pour nombre d'entre nous de prendre un temps de respiration bien mérité après un premier semestre revendicatif n'empêche pas une actualité très intense, tant sur les sujets sociaux que sociétaux.

Meurtre de Nahel

Les réactions après le meurtre de Nahel ont, une nouvelle fois, révélé une société fragilisée par des inégalités sociales qui ne cessent de s'aggraver, principalement du fait des politiques publiques au service des intérêts néo libéraux.

Cependant, si la colère est légitime, les violences ne le sont pas, particulièrement celles à l'encontre des services publics et des élu-e-s. *Pour autant*, le mal-être est bien réel, particulièrement chez les jeunes qui peinent à trouver et à se construire des perspectives d'avenir.

Nous vivons une situation qui peut aggraver les fractures de la société en multipliant les mises en opposition au sein du monde du travail et ouvrir un boulevard pour l'extrême droite

C'est la raison pour laquelle la CGT a publié 2 communiqués de presse et met à disposition un tract pour aller au contact des salarié-es pour donner des grilles d'analyse rassembleuses, remettant la question sociale au centre.

C'est aussi la raison pour laquelle la CGT a proposé à l'ensemble des organisations syndicales et associatives d'avoir une réaction commune pour des perspectives d'actions dénonçant l'escalade sécuritaire, de violence et exiger des réponses sociales. L'appel unitaire publié le 5/07 est une première étape. Il s'agit d'un texte de compromis, les organisations sont invitées à diffuser prioritairement le tract CGT et nos communiqués.

Enfin, la direction confédérale a validé la mise en place d'un travail CGT dans la durée sur la question des quartiers populaires.

Poursuivre et impulser les mobilisations

Dans les entreprises, il n'y a pas de trêves dans les mobilisations et les grèves, notamment sur la question des salaires.

La mobilisation sur les retraites se poursuit, notamment dans les branches où tout reste possible à l'image du secteur de l'énergie où le conseil d'administration des CNIIEG vient de retoquer le décret retraite pour les personnels concernés.

La « seconde mi-temps » est engagée et va durer !

Le retrait de la réforme Macron doit rester plus que jamais d'actualité.

La CGT a gagné le report de l'ouverture des négociations des retraites complémentaires à la rentrée. Elles devront se faire avec l'appui de la mobilisation, tout comme les discussions sur les projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale à l'automne.

Agenda social

La direction confédérale a pris la décision de ne pas signer « *l'agenda social* » proposé par le patronat. Hors de question, pour nous, de soustraire le gouvernement de ses responsabilités en matière sociale. Cette prise de position nous distingue du choix fait par les autres confédérations, sans pour autant remettre en cause l'intersyndicale dans ses convergences revendicatives et d'initiatives de lutte à construire.

L'intersyndicale continue à travailler des propositions communes, notamment sur la révision des ordonnances travail et sur l'assurance chômage. Une réunion aura lieu le 25/08 pour préparer la journée européenne de grèves et de manifestations du 13/10 prochain.

Nous avons reçu, ce 6 juillet, une invitation à participer à une réunion multilatérale à Matignon le 12 juillet prochain. Le Bureau confédéral du 10 juillet tranchera sur la participation de la CGT et sur le mandat de la délégation.

Dans cet agenda, le patronat refuse de négocier sur les salaires et sur l'assurance chômage.

Sur **l'assurance chômage**, le patronat refuse de négocier sur les règles d'indemnisations pour laisser « les clés du camion » au gouvernement et leur laisser la main pour pérenniser ainsi les deux violentes contre réformes de 2019 et 2022. Il sait que les syndicats y sont tous opposés et ne veut donc pas s'engager dans une négociation. Les coupes drastiques dans les droits des privés d'emplois font que les comptes de l'assurance chômage sont largement excédentaires. De plus, le gouvernement souhaite mettre la main sur ces ressources pour financer la mise en place de « France Travail », sachant que 11% du budget de l'UNEDIC est déjà ponctionné pour financer pôle emploi, alors que le service public de l'emploi devrait être financé par l'impôt. En renforçant la ponction sur nos cotisations, l'objectif du gouvernement est de prélever encore sur les fonds normalement dévolus pour indemniser les privés d'emploi pour financer la mise en place de contrôles et de sanctions sur les allocataires du RSA !

La CGT exige l'ouverture d'une négociation sur les règles d'indemnisation, et dénonce toute tentative du gouvernement d'imposer une lettre de cadrage remettant en cause l'autonomie des acteurs sociaux.

Ensuite, le patronat souhaite reprendre la main sur la question des **seniors et de la pénibilité**, pour éviter que le gouvernement, sous la pression de notre mobilisation, n'impose de mesures contraignantes. Il souhaite donc négocier sur ces sujets de façon autonome pour avoir ainsi un droit de véto, et a refusé d'inscrire ces sujets dans le cadre de l'article L1 du code du travail, qui prévoit une négociation encadrée par un document d'orientation du gouvernement.

La CGT exige l'ouverture de négociations sur les sujets de préoccupation des salarié-e-s : les salaires, la santé et la démocratie au travail (révision des ordonnances travail), l'égalité F/H (mesures contre les inégalités de salaires et les violences sexistes et sexuelles).

Un été très actif pour la CGT

L'été est le moment privilégié pour nous de participer à de nombreux événements qui favorisent la rencontre avec des travailleuses et des travailleurs. Cette période permet d'entretenir l'esprit combatif qui a contribué à réaliser la mobilisation historique de ce premier semestre.

Nous pouvons déjà constater que bon nombre d'organisations ont déjà des plans de travail estivaux : tour de France, rencontre des saisonniers, (voir le dispositif estival) qui laisse présager d'une rentrée à l'offensive.

La confédération a édité un journal « *CONTACT - Plus rien ne sera comme avant* » qui doit faire l'objet de diffusions larges et d'initiatives de rencontres avec nos syndiqué-e-s et la population durant tout l'été.

Il nous faut aussi prévoir et inciter dès à présent à l'organisation d'Assemblées Générales de rentrée au niveau des organisations territoriales comme professionnelles.

Il convient de poursuivre notre mobilisation contre la réforme des retraites et d'y associer les revendications portées par les travailleurs-euses, les privé-e-s d'emploi et les retraité-e-s, notamment celle touchant aux salaires et pensions, les conditions de travail comme, plus largement, nos exigences de justice sociale en termes d'assurance chômage, de lutte contre la précarité et de défense des services publics et de notre système de protection sociale !

Il nous faut faire un bilan « en grand » de la mobilisation contre la réforme des retraites. Pour cela, les organisations recevront un questionnaire à remonter à la coordination des luttes. Nous les invitons à décliner ce travail de bilan au niveau des syndicats. Le bilan de la mobilisation sera présenté au CCN de novembre et nous permettra d'avoir un échange plus global sur notre outil syndical et notre stratégie de luttes.

Plan de travail estival

Le plan de travail estival a été envoyé aux organisations, il doit être régulièrement alimenté (*chaque mardi*), afin de permettre un recensement des initiatives (*activités estivales, luttes, AG de rentrée*) et une pleine visibilité de notre activité syndicale dans la période. Les plus de 30.000 adhésions réalisées à la CGT depuis le début de l'année placent notre organisation dans une nouvelle dynamique qu'il faut poursuivre pour permettre l'élévation du rapport de force. De l'entreprise au niveau national, la syndicalisation, la représentativité sont des atouts pour les conquêtes sociales. Cela passe par un déploiement permanent de la CGT et une mobilisation des organisations et des syndiqué-e-s. D'ores et déjà, il faut préparer les réunions de rentrée pour organiser et réussir le plan de travail de rentrée pour nous permettre d'être au rendez-vous des attentes des travailleurs.

L'été doit être mis au service de la construction du rapport de force :

- **Syndicalisation**, accueil des nouveaux et nouvelles adhérents-es : organiser des temps d'accueil, proposer de militer.
- **Elections professionnelles** : toutes et tous sur le pont dans la dernière ligne droite ! Appel à toutes les organisations à cibler dans leur périmètre les plus gros enjeux pour mettre en place des dispositifs de solidarité. Un kit confédéral sera mis à disposition fin août.
- **Déploiement autour du 4 pages contact** : tours de France cyclistes, festivals, saisonniers...
- Bataille pour exiger l'ouverture de négociations sur les **départs anticipés** et la prise en compte des années d'études. La confédération a enclenché un travail avec les fédérations pour coordonner les initiatives et amplifier le rapport de force, un état des lieux sera adressé aux organisations.

La rentrée se prépare maintenant !

Dès septembre et en octobre, plusieurs temps d'initiatives et de mobilisations sont identifiés :

- **8 septembre** : Ouverture du procès des manifestations « *anti-bassines* » ;
- **13 septembre** : Journée d'initiatives avec le CNTPEP et des organisations du CCN contre la loi « *plein emploi* », « *France travail* » et le PLFSS ;

- **Du 15 au 17 septembre** : Forum social de la fête de l'Humanité ;
- **21 septembre** : Journée mondiale pour la paix et le désarmement ;
- **26 septembre** : Initiative de renforcement et de syndicalisation à la Défense (92)
- **28 septembre** : Journée mondiale pour le droit à l'avortement ;
- **5 octobre** : Initiative contre le racisme et l'antisémitisme au siège de la CGT et inauguration de l'esplanade Henry Krasucki ;
- **13 octobre** : Journée de grève et de manifestations à l'échelle européenne sur la question des salaires, l'égalité femmes/hommes, les retraites et le service public. Une intersyndicale nationale avec les 8 organisations syndicales aura lieu le 25 août pour préparer cette journée contre l'austérité à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats. Il nous faut préparer en grand cette journée qui nous permettra de continuer la bataille retraite en mettant sous pression le patronat (*négociation AGIRC ARRCO et bataille dans les branches pour les départs anticipés*), le gouvernement et les parlementaires (*débat sur le PLFSS et adoption d'amendements pour abroger la réforme des retraites*).

Pour peser sur les négociations AGIRC ARRCO et assurance chômage qui devraient s'ouvrir en septembre et revêtent une importance très particulière dans le contexte, la confédération met à disposition du matériel revendicatif et la CEC a validé l'organisation d'une journée d'action en septembre devant le MEDEF en lien avec une séance de négociation. La date sera fixée en fonction de l'agenda des négociations.